Il n'y a pas de fumée sans feu

Your Voice. Your Strength.
Ontario Teachers' Federation

Votre voix. Votre force.
Fédération des enseignantes et des enseignants de l'Ontario

Déclaration de la FEO sur la privatisation

On dit qu'*il n'y a pas de fumée sans feu*. C'est pourquoi la Fédération des enseignantes et des enseignants de l'Ontario (FEO) demeure préoccupée par les annonces et les mesures du gouvernement de l'Ontario depuis le début de la pandémie. Si l'une ou l'autre est à elle seule une source d'inquiétude, ces annonces et mesures combinées font craindre que le spectre de la privatisation et de l'exploitation de notre système d'éducation financée par les fonds publics passe largement inaperçu jusqu'à ce qu'il soit trop tard. Prenons par exemple les deux récents appels d'offres de l'OQRE lancés aux développeurs de tests en ligne pour l'évaluation des mathématiques en 9e année et pour le test de compétences en mathématiques. S'ajoute à cela le mandat élargi de TVO, en vertu du projet de loi 197, qui vise l'élaboration d'un répertoire de cours virtuels pour l'année scolaire 2020-2021 aux fins des deux crédits de cours en ligne exigés par le gouvernement pour l'obtention du diplôme d'études secondaires. Les déclarations publiques et les modifications des politiques du ministre de l'Éducation donnent l'impression que le système d'éducation de calibre mondial financé par les fonds publics de l'Ontario est en train d'être propulsé dans une direction qui risque de le miner.

Assurément, la pandémie a créé des circonstances exceptionnelles et urgentes. Elle a contraint les membres du personnel enseignant et éducatif à trouver d'autres façons d'enseigner et d'apprendre. Ils ont dû redoubler d'efforts pour tenter d'accomplir ce travail à la volée, trop souvent sans le niveau nécessaire de ressources et de soutien qu'on pourrait raisonnablement attendre du Ministère. Cependant, si ces circonstances continuent de nécessiter un réalignement important, cela ne signifie pas pour autant qu'il faille en faire la nouvelle normale (post-pandémique).

Telles un miroir, les réalités et expériences actuellement vécues montrent toutes clairement que l'apprentissage en ligne tout le temps et pour tout le monde n'est pas une panacée. Plutôt, la façon dont se déroule l'apprentissage à distance depuis mars 2020 souligne à la fois l'importance de l'aspect relationnel de l'enseignement et de l'apprentissage en personne et l'amplification des iniquités et conditions systémiques qui compromettent davantage, et de façon disproportionnée, la réussite des élèves de l'Ontario les plus vulnérables. Le système d'éducation financé par les fonds publics repose sur les personnes, les membres du personnel enseignant et éducatif de première ligne qui travaillent auprès des élèves, et non pas sur les outils et les technologies qu'ils utilisent au service de l'enseignement et de l'apprentissage.

La FEO se demande si le gouvernement de l'Ontario présume que, lorsque l'Ontario reprendra ses activités après la pandémie, l'éducation financée par les fonds publics sera mise aux enchères et vendue au soumissionnaire de technologie pédagogique le plus offrant. Les citoyennes et les citoyens de l'Ontario, dont font partie les membres de la FEO, s'opposent farouchement au marchandage de l'avenir des élèves; il ne s'agit pas d'un bien de consommation.

On a toutefois l'impression que c'est ce que le gouvernement Ford et le ministre de l'Éducation sont en train de manigancer derrière un écran de fumée et sous le couvert de la COVID. Ces comportements d'exploitation dissimulés devraient donner une pause collective à tout le monde. L'éducation financée par les fonds publics demeure le fondement d'une démocratie inclusive et robuste, et elle a besoin de niveaux soutenus de ressources et d'investissements publics. De plus, le Conference Board du Canada a souligné dans son rapport intitulé *The Economic Case for Investing in Education* (juin 2019) que chaque dollar investi dans l'éducation publique en Ontario génère 1,30 $ en impacts économiques totaux. Plus précisément, des augmentations supplémentaires des niveaux de dépenses en éducation publique pourraient propulser les taux d'obtention du diplôme d'études secondaires à 90 p. cent, ce qui correspondrait aux taux les plus élevés au pays et donnerait lieu à des économies budgétaires de plus de 16 millions de dollars par année, soit 3,5 milliards de dollars sur 20 ans.

La poursuite d'une voie pavée de marchandisation, de corporatisation, de privatisation et d'exploitation de l'éducation financée par les fonds publics entraînerait des coûts que personne n'est prêt à accepter ni à payer.

La FEO, ses quatre filiales et tous ses membres sentent la fumée et voient le feu. On entend déjà retentir les alarmes d'incendie.

Novembre 2020